

SOLEIL VACANCES INTERNATIONAL S.à r.l.

Société à responsabilité limitée

Siège social : 4A, Rue Henri Schnadt, L-2530 Luxembourg

Grand-Duché de Luxembourg

NUMERO 4615/2016

CONSTITUTION DE SOCIETE DU 22 DECEMBRE 2016

L'an deux mille seize, le vingt-deux décembre ;

Par-devant Maître Danielle **KOLBACH**, notaire de résidence à Redange-sur-Attert (Grand-Duché de Luxembourg), soussignée;

A COMPARU:

SFAM, une société civile de droit français ayant son siège social au 9 bis, place John Rewald Les Patios de Forbin, F-13100 Aix-en-Provence (France), immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Aix-en-Provence (France) sous le numéro 824 368 898,

Ici représentée par Mme Virginie **PIERRU**, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Redange/Attert, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé ; laquelle procurations restera annexée aux présentes pour les besoins de l'enregistrement, après avoir été paraphée « *ne varietur* » par la mandataire et le notaire instrumentant.

La comparante, représentée comme ci-avant, a requis le notaire instrumentant d'arrêter comme il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'il déclare constituer par les présentes:

TITRE I.- DENOMINATION - OBJET – DUREE – SIEGE SOCIAL

Article 1^{er}. Il est formé par la présente, par le propriétaire actuel des parts sociales ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir dans la suite, une société à responsabilité limitée dénommée “**SOLEIL VACANCES INTERNATIONAL S.à r.l.**”, (ci-après la “**Société**”), laquelle sera régie par les présents statuts (les “**Statuts**”) ainsi que par les lois respectives et plus particulièrement par la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (la “**Loi**”).

Article 2. La Société a pour objet le prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit et la gestion de ces sociétés ou entreprises ou participations ainsi que de s'engager dans le financement, développement de la marque « Soleil Vacances » à l'étranger, par l'achat, la construction, la prise en gestion de tout hébergement touristique. La mise à disposition des moyens techniques, matériel, expertise et conseil.

L'objet de la Société sera, en particulier, l'acquisition de tous types de valeurs, négociables ou non, valeurs mobilières, obligations, titres de créance, effets de commerce et tous autres titres, y compris des valeurs émises par un gouvernement, quel qu'il soit, ou par toute autre autorité internationale, nationale ou locale, et de tous autres droits s'y rattachant, que ce soit par achat, apport, souscription, option, ou par tout autre moyen, ainsi que le transfert par vente, échange ou par tout autre moyen. En outre, la Société est en droit de procéder à l'acquisition et au développement de brevets et licences s'y rapportant.

La Société pourra contracter des emprunts de toute sorte et procéder à l'émission privée et publique d'obligations convertibles ou de tout instrument non-convertible, et de titres de créance. En conformité avec la loi et dans les limites qu'elle circonscrit, la Société pourra accorder toute assistance, prêt, avance ou garantie aux sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou à toutes sociétés faisant partie du même groupe de sociétés que la Société.

La Société pourra avoir également pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise ou dans toute société de personnes, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

La Société pourra également exercer une activité de consultant, au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger, dans le domaine de la construction immobilière. La Société pourra notamment, dans le cadre de cette activité, apporter son assistance à des entreprises luxembourgeoises ou étrangères et/ou toutes autres personnes physiques pour l'obtention de permis de viabilisation, de construction, ou tous autres permis et autorisations nécessaire aux fins de l'accomplissement de réalisations immobilières au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger.

D'une manière générale et dans la limite des Lois, la Société pourra exécuter, directement ou par l'intermédiaire de succursales et/ou de bureaux établis à l'étranger toutes opérations commerciales, industrielles et financières, y compris des opérations de négoce et de gestion ainsi que de stratégie marketing et/ou commerciale, qu'elle jugera utiles à son développement.

Article 3. La durée de la Société est illimitée.

Article 4. Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg). L'adresse du siège social peut être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision de la gérance.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une simple décision des associés délibérant comme en matière de modification des statuts.

En conformité avec l'alinéa 2 de l'article 199 de la Loi, la gérance est autorisée à transférer le siège social à tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg et à effectuer les modifications subséquentes des Statuts.

Par simple décision de la gérance, la Société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

TITRE II.- CAPITAL SOCIAL - PARTS SOCIALES

Article 5. Le capital social est fixé à douze mille euros (12.000,- EUR), représenté par douze mille (12.000) parts sociales d'une valeur nominale d'un euro (1,- EUR) chacune, intégralement libérées.

Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

La Société peut racheter ses propres parts sociales, sous réserve des dispositions concernées de la Loi.

Article 6. Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

En cas de cession de parts sociales entre vifs ou pour cause de mort à des non-associés, la cession de parts sociales est soumise à un droit de préemption et

à l'accord préalable donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Pour toutes autres questions, il est fait référence aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi.

Un registre des associés sera tenu au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi où il pourra être consulté par chaque associé qui le demande.

Article 7. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

Les créanciers, ayants-droit ou héritiers d'un associé ne pourront pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans les derniers bilan et inventaire de la Société.

TITRE III.- ADMINISTRATION ET GÉRANCE

Article 8. La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révocables à tout moment par l'assemblée générale qui fixe leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Article 9. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Article 10. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Toutefois, les résolutions prises pour la modification des Statuts de la Société seront prises par les associés représentant au moins les trois quarts (3/4) du capital social de la Société et les résolutions prises pour la dissolution et la liquidation de la Société seront prises par la majorité des associés représentant au moins les trois quarts (3/4) du capital social de la Société.

Article 11. Lorsque la Société ne comporte qu'un seul associé, les pouvoirs attribués par la Loi ou les Statuts à l'assemblée générale sont exercés par l'associé unique.

Les décisions prises par l'associé unique, en vertu de ces pouvoirs, sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit.

De même, les contrats conclus entre l'associé unique et la Société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établies par écrit.

Cette disposition n'est pas applicable aux opérations courantes conclues dans des conditions normales.

Article 12. Le ou les gérants ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Article 13. Chaque année, le trente-et-un décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

Article 14. Tout associé peut prendre au siège social de la Société communication de l'inventaire et du bilan.

Article 15. Les produits de la Société constatés dans l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution du fonds de réserve légale jusqu'à ce que celui-ci ait atteint dix pour cent (10%) du capital social.

Une partie du bénéfice disponible pourra être attribuée à titre de gratification aux gérants par décision des associés.

Nonobstant les dispositions précédentes, la gérance peut décider de payer des dividendes intérimaires aux associés avant la fin de l'exercice social sur la base d'un état de comptes montrant que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que (i) le montant à distribuer ne peut pas excéder, si applicable, les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmentés des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminués des pertes reportées et des sommes allouées à la réserve établie selon la Loi ou selon ces Statuts et que (ii) de telles sommes distribuées qui ne correspondent pas aux bénéfices effectivement réalisés seront remboursées par les associés.

Article 16. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

TITRE IV.- DISSOLUTION - LIQUIDATION

Article 17. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui en

fixeront les pouvoirs et les émoluments.

TITRE V.- DISPOSITIONS GENERALES

Article 18. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les Statuts.

DISPOSITION TRANSITOIRE

Par dérogation, le premier exercice commence aujourd'hui et finira le 31 décembre 2016.

SOUSCRIPTION ET LIBERATION

Les Statuts de la Société ayant ainsi été arrêtés, les douze mille (12.000) parts sociales ont été souscrites par la comparante **SFAM**, prénommée et représentée comme ci-avant.

Toutes les parts sociales ont été libérées intégralement en numéraire par la prédite souscriptrice, de sorte que la somme de douze mille euros (12.000,- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

CONSTATATION

Le notaire instrumentant ayant dressé le présent acte déclare avoir vérifié que les conditions énumérées à l'article 183 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales sont remplies et le constate expressément.

LOI ANTI-BLANCHIMENT

Les associés déclarent, en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être les bénéficiaires réelles de la Société faisant l'objet des présentes et certifient que les fonds/biens/droits servant à la libération du capital social ne proviennent pas, respectivement que la Société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme).

FRAIS

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge, à raison de sa constitution, est évalué à environ mille euros (1.000,- EUR).

RESOLUTIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE :

Et aussitôt, l'associé unique, représenté comme ci-avant et représentant l'intégralité du capital social, et se considérant comme dûment convoqué, a pris les résolutions suivantes:

1. Le siège social est établi au 4A, Rue Henri Schnadt, L-2530 Luxembourg.

2. Est nommé *gérant unique* de la Société pour une durée indéterminée :

Monsieur Jean-Paul **SCHAEFFER**, demeurant à F-13100 Aix-en-Provence, 5 rue Gauffredy (France).

3. La Société est valablement engagée en toutes circonstances et sans restrictions par la signature de l'un des gérants ou par la signature conjointe de deux gérants.

DONT ACTE, fait et passé à Redange/Attert, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par leur nom, prénom usuel, état et demeure, lesdits comparants ont tous signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé : V. PIERRU, D. KOLBACH

Enregistré à Diekirch A.C., le 27 décembre 2016

Relation : DAC/2016/18383

Reçu soixante-quinze euros

75,00 €

Le Receveur, (signé) Jeannot THOLL

POUR EXPEDITION CONFORME

Délivrée à la Société sur sa demande

Redange-sur-Attert, le 30 décembre 2016